Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 10209**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion Mention : Science politique Spécialité : Conduire et évaluer les politiques publiques Domaine : Droit, économie, gestion

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris 13, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université Paris XIII, Recteur de l'académie de Créteil

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Établir une évaluation ou un diagnostic concernant le fonctionnement d'une organisation ou la mise en œuvre d'un dispositif

Étudier des besoins et réaliser des études de faisabilité

Concevoir et piloter des dispositifs d'accompagnement de projets

Concevoir et piloter des dispositifs de concertation et de consultation du public

Contribuer à l'implantation et au développement de méthodes liées à l'évaluation au sein d'une organisation

Recueillir, traiter et analyser des données qualitatives ou quantitatives

Élaborer tous les outils nécessaires à la mise en œuvre et au suivi de projets (cahier des charges, définition d'indicateurs, planning, tableau de suivi, etc.)

Animer et suivre les relations entre les différents acteurs de dispositifs partenariaux (collectivités locales, services de l'État, entreprises, associations, public...)

Animer une équipe de projet

Suivre sur le plan administratif et politique les évolutions d'un projet

Connaissance de la sociologie des organisations

Connaissance de la sociologie de l'action publique

Connaissances en droit public, droit des collectivités locales et organisation administrative

Connaissances de base d'économie, de gestion et de finances publiques nécessaires pour comprendre l'évolution des organisations

Maîtrise des méthodes de conduite de projet

Maîtrise des méthodes d'évaluation des projets, plans et programmes

Maîtrise des méthodes d'analyse prospective, d'enquête sociologique.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les titulaires de ce diplôme sont formés aux métiers de la conduite et de l'évaluation des politiques publiques, notamment dans le cadre des politiques territoriales.

Les diplômés sont susceptibles d'assurer ces activités pour le compte de différentes structures et organisations :

services publics

collectivités territoriales

administrations centrales

cabinets de consultants en évaluation et communication publique

presse écrite

édition

instituts de sondage et d'enquête

Les titulaires du diplôme peuvent prétendre à différents types de métiers, auprès de collectivités locales, au sein de cabinets de consultants, ou d'entreprises publiques ou privées liées à

la conduite (chef de projet, chargés de mission communication concertation-coordination)

et l'évaluation (chargés de mission d'évaluation) des politiques publiques.

Chargé de mission de communication, de concertation, de consultation ou de débat public (autour d'un projet, d'un dispositif ou d'une politique)

Chef de projet ville

Chef de projet de quartier

Chef de projet d'agglomération

Membre des Maîtrises d'Ouvrage Urbaines et Sociales (MOUS)

Chef de projet RMI (une spécificité du département 93)

Chef de projet sécurité

Chargé de mission dans un centre de ressources

Directeur de projets locaux d'insertion par l'économique

Dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques :

Chef de projet évaluation et chargés de mission d'évaluation des politiques contractualisées en région, des dispositifs suivants :

Chargé de mission évaluation des Plans de Déplacements Urbains

Chargé de mission évaluation d'un Contrat de villes

Chargé de mission évaluation d'un Contrat d'agglomération

Chargé de mission évaluation d'un Contrat de plan État-Régions

Chargé de mission évaluation de la qualité dans les services publics locaux

Chargé de mission évaluation d'un projet d'infrastructure de transport (évaluation *ex ante*)

Chargé de mission évaluation d'une opération de communication, de concertation ou de débat public

Fonction publique d'État : Concours administratifs catégorie A (Instituts Régionaux d'Administration, attaché d'administration centrale, attachés de préfecture, attachés des services déconcentrés des administrations)

Fonction publique territoriale : Concours administratif catégorie A (attaché territorial), Emplois de direction et de cabinet (hors concours)

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1802 : Développement local

M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1

UEF1 - Cadre de l'action publique

Droit et contentieux des collectivités territoriales

Analyse de politiques publiques

Finances publiques locales

Science et technique fiscale

Droit des collectivités territoriales

UEF2 - Approches et tendances récentes de l'action publique

Management public : analyse stratégique de la décision publique

Politique de la ville et des territoires urbains

Action associative et mouvements sociaux

Expertise et évaluation de politiques publiques

UEF3 - Pré professionnalisation

Stage/Rapport de Stage/ Note de fin d'études

UEP1 - Secteurs de l'action publique

Politiques de lutte contre l'exclusion et les discriminations

Politiques et stratégies prospectives d'aménagement du territoire

Politiques des transports

UEP2 - Méthodes de l'action publique

L'action publique en débat(s) : démocratie et dispositifs de consultation du public

Rationaliser l'action publique : expertise et évaluation

Concevoir et/ou mettre en œuvre un dispositif d'action publique : Méthodologie de la conduite de projet

Informier et communiquer sur l'action publique

UEF - Enseignements transversaux

Langue Vivante Etrangère

Méthodologie

Semestre 2

Stage de trois mois à temps plein.

Rédaction d'un Mémoire de stage.

Rédaction d'une Note de fin d'études : analyse d'un secteur d'activités en lien avec le projet professionnel de l'étudiant

Contrôle des connaissances

Le diplôme est délivré dans les conditions suivantes :

Validation des deux semestres, de 30 ECTS chacun. Les notes à l'intérieur d'un semestre se compensent. Les notes des deux semestres se compensent.

Rédaction et soutenance d'un mémoire d'un mémoire de stage devant un jury composé d'au moins deux membres de l'équipe pédagogique dont la responsable de la formation. Le mémoire porte sur un sujet ayant reçu l'agrément de la Responsable de la formation et du directeur de stage.

Rédaction et soutenance de note de fin d'études devant la responsable de la formation

Nature des épreuves

Les enseignements du premier semestre font l'objet d'épreuves écrites et orales suivant l'appréciation de l'enseignant responsable. Les enseignements assurés par deux ou trois enseignants font l'objet d'une épreuve commune. L'enseignant responsable de chaque matière se charge de l'organisation et du déroulement des épreuves communes.

Deux sessions sont organisées (juin et septembre).

Aucune note n'est éliminatoire.

Le candidat ayant obtenu 10 de moyenne est admis.

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants du Master Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	Enseignants du Master Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants du Master Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	Enseignants du Master Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
Par expérience dispositif VAE	X	Jury VAE de l'Université (Représentants des Conseils Centraux, Enseignants chercheurs et professionnels + Responsable de la formation) Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25/04/2002 relatif au master publié au JO du 27/04/2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 17/06/2009 d'habilitation n°20042141

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n°2002-590 du 24/04/2002 publié au JO du 26/04/2002

Références autres :

Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.univ-paris13.fr/dsps>

Autres sources d'information :

Lieu(x) de certification :

Université Paris XIII, 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris XIII, UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales, 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE

Historique de la certification :

Fiche remplacée par la fiche nationale n°31506

Formation issue d'un DESS créé en 2002. Ancien intitulé : Conduite, animation et évaluation des politiques publiques.
Habilitation en 2004 sous la forme d'un Master Professionnel « Conduire et Évaluer les Politiques Publiques »